



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la Coordination des  
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ N° 625..... portant mise en demeure  
Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Société SCI AXCEL BEAUNE à Beaulieu-sur-Layon (49750), entrepôt logistique**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,**  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 512-46-23 ;

**Vu** l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

**Vu** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2011 n° 91 modifié délivré le 15 mars 2011 à la société PARCOLOG GESTION SARL pour l'exploitation d'un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Beaulieu-sur-Layon en ZAC Anjou Actiparc concernant, notamment, la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le dossier technique annexé à la demande en date du 22 juin 2010 déposée par la société PARCOLOG GESTION SARL auprès du préfet de Maine-et-Loire en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un entrepôt logistique sur la commune de Beaulieu-sur-Layon en ZAC Anjou Actiparc ;

**Vu**, notamment, les plans du projet qui font état de 8 cellules de stockage contiguës, 6 cellules trouvant place sur la parcelle cadastrée ZC n° 131 de la commune de Beaulieu-sur-Layon et 2 cellules trouvant place sur la parcelle cadastrée ZC n° 132 de la même commune ;

**Vu** le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande d'autorisation d'exploiter susvisée a été soumise du 8 novembre 2010 au 8 décembre 2010 ;

**Vu** la déclaration du 12 juillet 2022 déposée auprès du préfet de Maine-et-Loire de changement d'exploitant par la SCI AXXEL BEAUNE en application de l'article R. 512-68 du Code de l'environnement ;

**Vu** le récépissé de changement d'exploitant, en date du 6 décembre 2022, délivré par le préfet de Maine-et-Loire à la SCI AXXEL BEAUNE ;

**Vu** le courrier de la SCI AXXEL BEAUNE en date du 15 novembre 2022 confirmant son choix de soumettre les installations de son entrepôt logistique de Beaulieu-sur-Layon aux règles procédurales de l'enregistrement ;

**Vu** l'article R. 512-46-23 susvisé du Code de l'environnement qui impose que toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 susvisés du Code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que la plateforme logistique relève désormais de l'enregistrement et est régie par les règles procédurales de l'enregistrement ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 25 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- sur les 8 cellules de l'entrepôt dont l'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 15 mars 2011 modifié susvisé, seules 6 cellules de stockage pour une superficie d'environ 36 748 m<sup>2</sup> ont été édifiées sur la parcelle cadastrée ZC n° 131,
- la parcelle riveraine, cadastrée ZC n° 132 est à la date de la visite du 25 avril 2025 vide de toute construction ;

**Considérant** que, vu le délai écoulé entre la date du constat réalisé par l'inspecteur de l'environnement le 25 avril 2025 et la date de délivrance de l'arrêté d'autorisation du 15 mars 2011 modifié susvisé, l'absence des deux cellules sur la parcelle cadastrée ZC n° 132 constitue un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation présenté en enquête publique du 08/11/2010 au 08/12/2010 ;

**Considérant** notamment que les informations relatives à l'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée, la description, le volume des activités pour lesquels l'exploitation de l'installation a été autorisée ainsi qu'à la description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine ne sont plus suffisamment fidèles au dossier technique annexé à la demande d'autorisation d'exploiter susvisée du 22 juin 2010 ;

**Considérant** en outre que, le délai susmentionné ne peut plus être considéré comme raisonnable et le gel de la situation telle qu'elle apparaît depuis presque 12 ans nuit aux intérêts visés par l'article L. 511-1 susvisé du Code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers ;

**Considérant** que cette situation nuit également à la sécurité publique dans la mesure où, à la date du constat réalisé par l'inspecteur de l'environnement le 25 avril 2025, le risque incendie réel présenté par l'entrepôt logistique n'est pas en rapport de convenance parfaite avec les risques présentés dans le dossier technique annexé à la demande d'autorisation d'exploiter susvisée du 22 juin 2010 ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R. 512-46-23 susvisé du Code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 susvisé du Code de l'environnement en mettant en demeure la SCI AXCEL BEAUNE de respecter les prescriptions dispositions de l'article R.512-46-23 susvisé du Code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 également susvisé du Code de l'environnement ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

### **ARRÊTE**

**Article 1** - La SCI AXCEL BEAUNE exploitant un entrepôt logistique sis en ZAC Anjou Actiparc sur la commune de Beaulieu-sur-Layon est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement en déposant auprès du préfet de Maine-et-Loire, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier complet portant à sa connaissance l'ensemble des modifications apportées à l'entrepôt logistique.

Ce dossier comprend notamment :

- la mention de l'emplacement (plan cadastral) sur lequel l'entrepôt logistique a été réalisé ;
- un plan, à l'échelle de 1/2500 au minimum, des abords de l'entrepôt logistique jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7 du Code de l'environnement, le plan au 1/2500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres ;
- un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200 au minimum, indiquant les dispositions réelles de l'entrepôt logistique ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celui-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau. Une échelle plus réduite peut, à la requête de l'exploitant, être admise ;
- la description, la nature et le volume des activités qui sont exercées dans de l'entrepôt logistique ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature des installations classées dont les installations relèvent ;
- un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'entrepôt logistique en vertu du Titre I du Livre V du Code de l'environnement, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7 du même code. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par l'exploitant pour garantir le respect de ces prescriptions.

Le porter à connaissance met à jour la situation administrative du site dont la demande d'antériorité 1510.

**Article 2** – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant que le dossier de porter à connaissance mentionné à l'article 1 du présent arrêté a fait l'objet d'une commande auprès d'une entité interne à la SCI AXXEL BEAUNE ou auprès d'un bureau d'étude extérieur (bon de commande signé, cahier des charges ...).

**Article 3** – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4** – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** – Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la colonelle commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Beaulieu-sur-Layon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société Axxel Beaune par courrier recommandé.

Fait à Angers, le 04 JUL 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général de la préfecture,

Emmanuel LE ROY